



# PROJET ACCOMPAGNEMENT Québec - Guatemala

## Bulletin d'information

BIMESTRIEL

sept. - oct. 1999, no. 20, Montréal, Qc

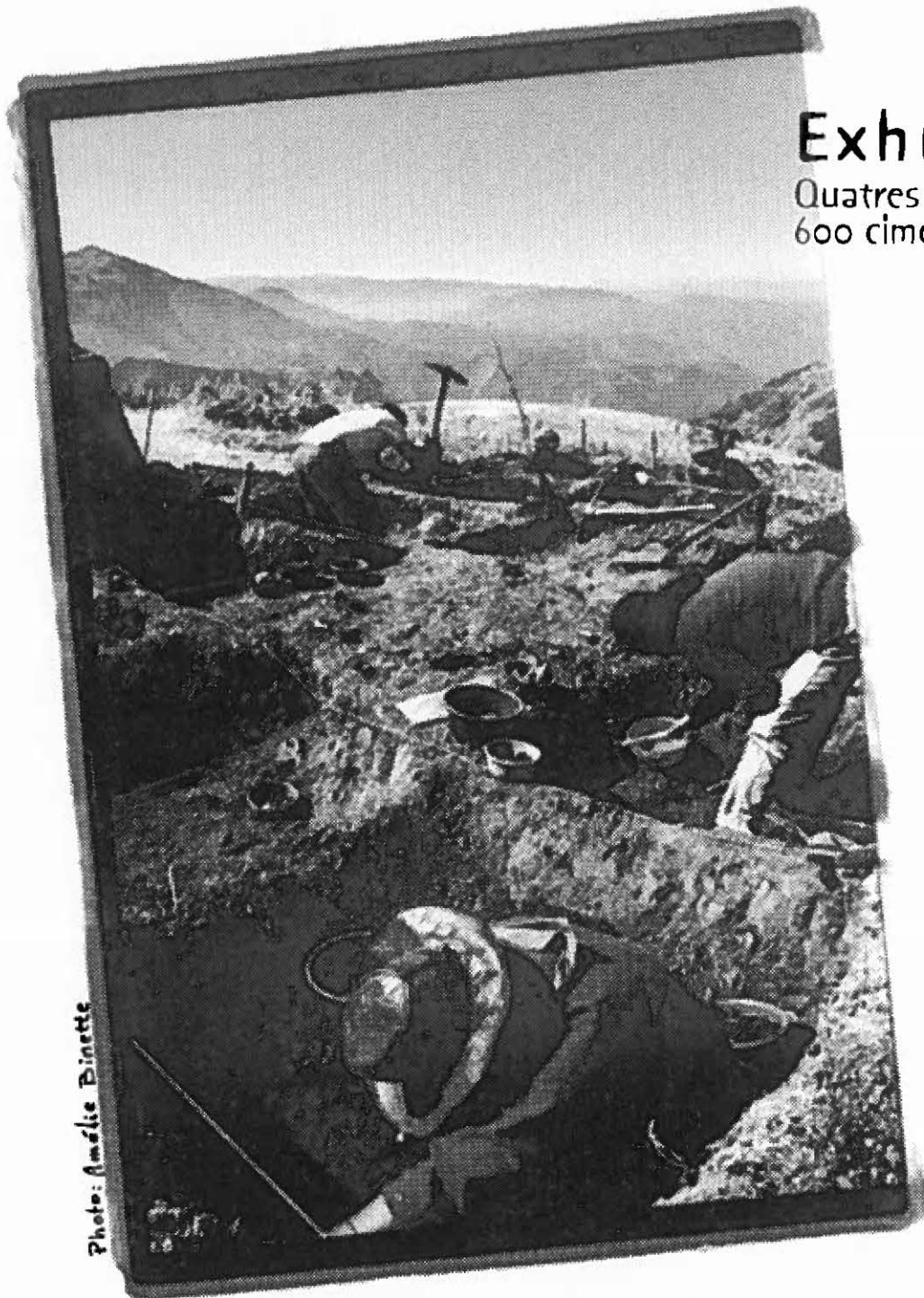


Photo: Amélie Binette

### Exhumations:

Quatres équipes pour plus de  
600 cimetières clandestins

### Accompagnement:

Sur le thème des élections  
Marie-Claude Ricard et  
Martin Bézinet nous racontent

### C'est parti...

Nouvelle coordination;  
nouvelle adresse au PAQG

### Visite de Yolanda Colom

### PAQG Québec:

Les kiosques vont bon train

### Nouvelles du Sud



## C'est parti...



Un mot de la nouvelle coordonatrice à l'information Suzy Potvin

### Quoi de neuf au P.A.?

Eh bien! tous les accompagnateurs et accompagnatrices sont revenuEs au bercail. Marie-Claude Ricard et Martin Bazinet sont entrés les deux derniers.

Depuis le 27 septembre, nous avons une nouvelle coordonatrice à l'information, la formation et l'éducation. Et je me présente, pour ceux et celles qui ne me connaîtraient pas: Suzy Potvin, issue du département d'Anthropologie de l'Université de Montréal, il y a belle lurette, et membre du Comité de Coordination du PA à partir de '95.

A l'automne '96, après avoir vu défilé les futurs accoaccompagnateurs-trices, j'ai décidé que c'était mon tour d'aller au Guate. J'ai suivi ma formation, tenez-vous bien, en Colombie-Britannique! C'était le seul endroit au Canada où se donnait une formation à la période qui me convenait. Puis je suis allée comme accompagnatrice au Peten, bien entendu. Enfin, j'ai participé à l'équipe de Brigades de Paix Internationales, pendant près de sept mois, au Guatemala toujours.

Je me sens forte de ma longue expérience en solidarité avec l'Amérique Centrale (depuis 1983) et j'ai donc accepté de relever le défi de la coordination du P.A. Je sens que le défi est de taille, mais Carlos et Isabelle ont beaucoup facilité mon intégration aux nouvelles tâches. Je crois aussi que le Projet Accompagnement est un comité de solidarité avec des bases solides. Et cela on doit l'attribuer entre autre, au travail sans relâche d'Isabelle Gauthier qui m'a précédée, de Carlos qui fait des miracles avec le budget et de tout un réseau de collaborateurs-trices qui restent fidèles au P.A.

Enfin, j'ai dû atterrir en plein déménagement. On a finalement trouvé un bureau qu'on partagera avec le Centre de Ressources sur la non-violence, rue Saint-Denis. (Voir les nouvelles coordonnées à la fin du bulletin..)

Alors, comme il se doit, voici le menu: vous trouverez dans ce bulletin, deux articles des accompagnateurs-trices de retour récemment, une reproduction d'un article de Cerigua sur les exhumations (pour nous aider à mieux connaître nos partenaires au Guate), les nouvelles du Sud, celles du P.A. de Québec et enfin, une petite touche d'humour.

Bonne lecture, et à la prochaine, Suzy Potvin.



## Des kiosques de sensibilisation à Québec

Le comité de Québec du PAQG a tenu, du 21 au 24 octobre, quatre jours de kiosques de sensibilisation et d'éducation à l'occasion du septième salon des organismes communautaires et de la journée Nord-Sud. Se déroulant respectivement au sous-sol de l'église St-Rock et au Musée de la civilisation, ces deux blocs de kiosques ont été, à l'unanimité des bénévoles qui y ont participé, une réussite totale.

Plus de 75 noms de gens intéressés à être rappelés pour participer aux activités du PAQG-comité Québec ont été récoltés. L'implication de plusieurs personnes du PAQG de Québec dans l'organisation de ces journées de kiosques est sûrement la cause de cette réussite. En effet, plusieurs personnes ont mis la main à la pâte pour faire de ces activités un succès. Le comité de Québec, plus vivant que jamais, possède de nombreuses ressources qui lui ont permis de mener à bien ces journées de kiosques et du même coup, d'organiser une soirée d'information pour ceux et celles intéressés à s'impliquer plus activement au sein du comité de Québec.

Effectivement, le comité de Québec a organisé une soirée d'information qui sera suivi de la projection d'un film «Pour une culture de la paix» afin de mieux faire connaître le PAQG à Québec. Cette soirée aura lieu le 3 novembre 1999 au sous-sol de la bibliothèque Gabrielle-Roy à 19:30.

Les activités du 21-22-23 et 24 octobre auront aussi servi au comité de Québec à se solidifier et à prendre contact avec d'autres groupes communautaires de Québec. En plus d'avoir sensibilisé et recruté plusieurs personnes au cours des kiosques, le comité a aussi établi de nombreux liens avec des organismes québécois tels que Plan Nagua, Amnistie Internationale et la Ligue des droits et libertés. Enfin, le comité de Québec est sur un envol assez prometteur pour l'année qui vient.  
Charles et Stéphanie du PAQG à Québec



# DE NOUVEAUX DÉFIS.



par Carlos Lemus

## La conjoncture

Le 7 novembre il y a des élections générales au Guatemala. Pour plusieurs dirigeants guatémaltèques, le résultat de ces élections pourra ressembler à celui de la consultation populaire de mai dernier. Cette consultation visait à approuver des réformes constitutionnelles pour donner suite aux accords de paix signés en décembre 1996. Le résultat ayant été négatif a, d'une certaine façon, mit en suspens l'application des accords de paix. Il faut se rappeler, que le fait marquant dans ces résultats a été le très haut taux d'abstentionnisme, ce qui a signifié qu'il reste beaucoup de travail à faire et aussi, un grand manque de confiance dans les institutions politiques.

Pour le 7 novembre, selon les sondages, le pire est à prévoir: l'arrivée au pouvoir du candidat du parti Front Républicain Guatémaltèque (FRG), qui est le parti fondé et dirigé par le général Rios Montt, l'ancien dictateur responsable des centaines des massacres et de la répression généralisée au début des années 1980. Mais, dans les dernières semaines l'ANN (Alianza Nueva Nacion) qui regroupe plusieurs partis de gauche, a fait une remontée. D'abord, placée bonne troisième, elle pourrait donner de bonnes surprises.

Dans cette conjoncture, des communautés, des organisations et des groupes d'appui guatémaltèques continuent d'avancer dans la recherche de la vérité: les processus d'exhumations et les procès légaux. Il s'agit de faire la lumière sur les crimes commis durant 36 ans de conflit armé. C'est une autre lutte du peuple guatémaltèque, lutte contre le système d'impunité qui encore est bien ancré au Guatemala.



Photo: Linda Hamelin

## Le Projet Accompagnement

Le PAQG continue, à la demande des organisations guatémaltèques, l'accompagnement lors des processus d'exhumations et des procès légaux. Le PAQG contribue ainsi, par son nouveau mandat, à accompagner les communautés et organisations guatémaltèques dans cette nouvelle étape de leur histoire, la lutte contre l'impunité et pour le respect des droits humains.

Parallèlement, nous poursuivons nos activités d'éducation et de sensibilisation à travers la province de Québec. Dernièrement, plusieurs de nos accompagnateurs-trices récemment revenu-e-s, ont organisé diverses activités à Plessisville, Sherbrooke, Ottawa, Québec, St-Jovite, Montréal. Nous avons aussi eu l'opportunité de faire des rencontres avec deux femmes guatémaltèques, en visite à Montréal: Blanca Estela Alvarado, dirigeante autochtone présente au Festival des Fims autochtones cet été, et Yolanda Colom animatrice

populaire, cet automne. Nous avons profité du passage de ces deux femmes pour discuter et faire le point sur la situation actuelle au Guatemala.

La coordination à Montréal et au Guatemala est assurée pour la prochaine année, en partie, grâce à un projet présenté au Fonds pour le Développement Démocratique (FDD), qui est géré au Guatemala par le CECI (Centre Canadien d'Etudes et Coopération Internationale). Nous tenons ici à remercier le CECI pour sa contribution.

Enfin, il nous faut toujours souligner le travail bénévole et l'appui du grand nombre des membres du PAQG, qui continuent à être un des piliers principal du travail de solidarité du PAQG.

Carlos Lemus.



# Le peuple Maya m'a conquise...



par Marie-Claude Ricard

**A**près huit mois au Guatemala autant dans l'ancien P.A. que dans le nouveau, j'ai vécu des expériences inoubliables. J'ai passé 3 mois dans une communauté de retournés dans le Peten et quatre mois à parcourir le pays pour accompagner des témoins lors de procès, et des anthropologues légistes lors d'exhumations. Je ne vous cacherais pas que je ne voulais pas revenir. Le peuple Maya m'a conquise. Je m'apprete même à y retourner, mais pour une mission différente.

Je suis époustoullée par la force autant physique que psychologique des autochtones. Ils ont souffert comme personne ne peut l'imaginer ici. Ils sont constamment refoulés dans leur lutte légitime pour la dignité. Ils se battent contre une machine impitoyable qu'est le système du pouvoir. L'armée, la justice et le gouvernement là-bas c'est la même chose. Il y a peu d'espoir que cela change, ils le savent, mais ils continuent quand même. Je leur lève mon chapeau et j'ai envie d'apprendre de leur persévérance. Ils me font un peu penser à la génération de mes parents qui en '70 se battaient pour des idéologies.

Malheureusement, je pense aussi que la lutte sera longue, la bataille n'est pas gagnée, surtout pas au niveau politique. Je m'explique. Il y aura des élections présidentielles le 7 novembre. Si nous regardons les partis politiques qui luttent pour le pouvoir, nous y voyons le FRG (Front Républicain Guatémaltèque) en première ligne, suivi de très près par le PAN (Parti d'Avancement National) et loin derrière par l'ANN (Alliance Nouvelle Nation). Le FRG, parti d'extrême-droite, est le parti de Rios Montt. Rios Montt avait pris le pouvoir après un coup d'état en 1982. C'est lui qui a instauré la politique de la terre brûlée. Sous son règne il y a eu plus d'autochtones massacrés sauvagement que pendant tout le reste de la guerre qui s'ensuivit. La loi ne permet pas qu'une personne qui a fait un coup d'état

reprenne le pouvoir. Rios Montt est donc secrétaire de son parti, mais c'est la même chose, c'est lui qui détient le pouvoir et c'est pour lui que les gens vont voter.

Le PAN, c'est le parti de la droite présentement au pouvoir. Berger, le candidat pour les prochaines élections est on ne peut plus capitaliste et s'engage à mettre le nom du Guatemala sur la carte du monde financier aux dépens de son peuple, bien sûr. Par contre, son parti, le Pan a fait de très grosses erreurs en privatisant les services de téléphone, l'électricité et la poste. Les gens ne lui font plus très confiance, seulement ceux qui profitent de ces décisions, ce sont les propriétaires, les fonctionnaires... les riches quoi! Ces gens vont peut-être voter pour lui.

Le troisième, loin derrière, c'est l'ANN. L'alliance est faite de 3 groupes politiques de gauche dont l'URNG, l'ex-guérilla. Lorsque je lisais les nouvelles du Guatemala et que je voyais des groupes populaires demander un débat sur la violence faite aux femmes et aux enfants, sur le salaire minimum, sur la justice.... je me rendais compte qu'il n'y avait que l'ANN qui répondait à ces appels. Les deux autres daignaient répondre à l'occasion qu'ils étaient trop occupés ou ne répondaient même pas du tout. Nous voyons bien la préoccupation des dirigeants pour le peuple! Malgré tout l'ANN reste loin derrière. Pourquoi? C'est la loi de la désinformation. Les paysans, dans leurs communautés coupées de tout ne savent pas ce qui se passe. Ils sont préoccupés par leurs besoins essentiels et font confiance aveuglément à un monsieur qui vient les voir dans un gros camion pour leur dire de voter pour lui, car il fera la route ou creusera un puits. J'ai la nette impression que certains autochtones ont tendance à oublier les faits. Le dernier qui a fait ces promesses les a-t-il tenues? Le FRG ne les tiendra pas plus.

Le jeu de la politique est faussé. Les gens ne savent pas ce qui c'est passé. Ils savent que l'armée est venue tuer leurs familles, qu'ils ont souffert dans les montagnes, mais ils n'en savent pas plus et vont voter pour leurs tortionnaires. J'ai accompagné un organisme qui a fait un atelier sur les partis politiques. L'atelier était très objectif. Un peu d'histoire et des faits. On y donnait des instructions sur comment voter (pas pour qui, mais comment). «Oui madame, vous avez le droit de voter pour qui vous voulez. Personne ne voit votre bulletin, c'est secret. Non, vous n'êtes pas obligée de voter pour le parti qui a fourni un camion pour vous apporter à la municipalité le jour des élections.»

Les gens ont compris beaucoup de choses avec cet atelier. Ils avaient de l'information qui leur permettait de faire leur propre choix. A ma connaissance il n'y a pas eu d'autres ateliers comme celui-là dans le pays. C'est triste.

L'ANN ne gagnera pas. LE FRG prendra le pouvoir, la démocratie et la justice resteront des termes flous, pour les riches seulement. L'éducation et la santé resteront loin des pauvres....

La situation ne changera pas facilement et je suis triste pour ces gens qui sont trop souvent maintenus dans l'ignorance. Lorsque j'étais à l'association étudiante, nous nous battions pour avoir le droit à l'éducation. Nous disions que notre gouvernement voulait garder son peuple sans instruction parce qu'un peuple instruit c'est dangereux, parce qu'il comprend ainsi les enjeux politiques. Le gouvernement guatémaltèque et les gouvernements des pays en voie de développement l'ont compris aussi!

Tout cela ne m'enpêche pas de vouloir y retourner. Au contraire, si le FRG prend le pouvoir, je crains pour le peuple, donc une raison de plus pour y retourner et aider comme je peux ce peuple qui veut s'en sortir.

# Une appréciation de l'accompagnement



Martin Bazinet s'est rendu au Guatemala au cours de l'été.  
Il nous livre ses réflexions en ce qui concerne le nouveau rôle du PAQG.

## Portillo presidente, Rios Montt al poder

Ce slogan du FRG dans l'actuelle campagne électorale nous rappelle à quel point les artisans des vastes répressions passées ont toujours voix au chapitre. Encore plus inacceptable est la manière dont ceux-ci se permettent de s'exprimer. Ce slogan est un pied-de-nez à la loi interdisant un ex-putchiste de se présenter à la tête du pays.

Malheureusement le FRG, dont quelques députés auraient du sang sur les mains, mène les sondages. Son élection relèguera à plus tard quelconque normalisation. De son côté, le PAN d'Arzu continue de paver haut et fort, comme si existait une corrélation directe entre kms asphaltés et faveur des électeurs. Certains diront qu'un parti ou un autre c'est du pareil au même.

Je ne partage pas cet avis. Le symbolisme de ne pas donner le pouvoir explicite aux tortionnaires ne peut qu'encourager les autochtones guatémaltèques à élargir la portée de leurs actions. En effet, tous les intervenants locaux reconnaissent que la crainte d'une répression

demeure la plus grande cause freinant les initiatives populaires. Rebâtir la confiance est donc un des grands défis que les réseaux autochtones tentent de relever sur le terrain.

Parallèlement au cirque parlementaire, des gens s'activent et s'organisent. Le travail est infini de par l'évolution des mentalités. Heureusement, le Projet accompagnement a voulu et su s'adapter au contexte post- retornados. Sinon, nous aurions bien pu disparaître... Or, d'après les témoignages que j'ai entendus, notre présence à long terme est vivement appréciée. Elle démontre un accompagnement profond, au-delà du conjoncturel. Une manière sincère et solidaire de dire: «La lucha sigue».

En ce qui me concerne, j'apprécie le peu que j'ai pu apporter en terre maya. Au détour d'une conversation ou d'un support moral, j'ai constaté le caractère inlassable de ces gens. Franchement, quelle volonté! C'est sûr que je ne porterai pas le flambeau moi-même, mais si je peux contribuer à le garder allumé et le faire avancer, j'en serai heureux. Je pense que notre rôle est de parler ici au Québec de ce qui se passe au Guatemala. Les

actions futures seront le prolongement de nos paroles! Au-delà du PA, l'important pour moi est de faire circuler l'information sur la réalité à l'ombre de l'oncle Sam. Du bouche à oreille à l'action directe, ce qui compte est que la roue tourne, de rompre le silence.. C'est la seule façon de se rapprocher d'une justice sociale.

Du congrès des indigenos campesinos (CONIC) à la Fondation des Anthropologues (FAFG) en passant par FAMDEGUA, la qualité des groupes rencontrés m'a emballée. Chacun amène sa semence d'espoir. En même temps, il me semblerait souhaitable que les gens du secteur des droits humains et du développement se concertent davantage, comme ici d'ailleurs. Je me dis que la synergie est à portée de main. Une belle chimie serait possible avec le milieu coopératif. Par exemple, les coopérateurs rencontrés au Peten (FAICARAN) avaient selon moi une vision juste de développement intégral: on y discute politique et lois, défis sociaux et de l'économie de la coop. Tout ça me semble inséparable quand on veut agir durablement. Qui sait si le destin du PA croisera celui de ces gens? D'ici là je nous souhaite longue solidarité avec les Guatémaltèques!

## Visite de Yolanda Colom

Le 28 septembre dernier, nous avons eu l'énorme plaisir de recevoir Madame Yolanda Colom, une militante active depuis toujours au Guatemala. Mme Colom a été durant plusieurs années au sein de l'URNG. Elle a récemment écrit un livre sur son expérience au cours de la guerre.

Elle nous a d'abord présenté sa vision de la conjoncture actuelle au Guatemala. Puis elle nous a parlé de la Fondation qu'elle dirige maintenant, la Fundación para la Democracia Manuel Colom Argueta, en l'honneur de son oncle, élu maire de la ville de Guatemala en 1979 et assassiné quelques jours après son élection. La fondation s'oc-

cupe de la formation de dirigeant-e-s, principalement des jeunes, des femmes et des autochtones. On y fait aussi de la recherche et l'élaboration de matériel de formation. La fondation contribue par son travail à fortifier la capacité de leadership des organisations populaires et civiques en fonction du processus démocratique.

Après avoir pris connaissance de ce qu'est le PAQG, Yolanda s'est dite impressionnée par le travail de base qui y est fait. Selon elle, c'est la garantie du succès pour résister à la bureaucratisation qui a tendance à prendre de l'ampleur aussi au Guatemala. Accompagnée de Mary Ellen Davis qui



Photo: Suzy Fortin

l'avait invitée lors de son passage en Ontario, Madame Colom s'est adressée à la vingtaine de membres présents. Elle nous a laissé de la documentation sur la fondation de même que des propositions de projets. Donc pour plus de détails n'hésitez pas à nous contacter.

# NOUVELLES DU SUD

## Noticias del sur

**En attendant de passer l'étape des élections, le Guatemala continue de connaître une situation extrêmement inquiétante. Bientôt 3 années depuis la fin de la guerre et le pays vit de graves problèmes d'impunité. Un semblant de justice a été rendu avec l'exécution d'anciens paramilitaires, mais au même moment personne n'est capable de mener à terme l'enquête sur l'un des assassinats des plus importants de l'après guerre, celui de l'évêque Gerardi. Et pendant ce temps-là c'est la loi du plus fort chez les travailleurs de bananeraies, dont les propriétaires viennent du Nord...**

Sources: L'Hebdo du Guatemala (Cerigua)

### **RIO NEGRO : PEINE DE MORT POUR TROIS EX-PATROUILLEURS**

*Trois accusés qui ont répondu devant les tribunaux du massacre de 177 personnes ont été condamnés hier, pour une seconde fois en un an, à la peine capitale.*

Salamá (Baja Verapaz), le 8 octobre. C'est dans une ambiance explosive que la Cour Suprême de Salamá, province de Baja Verapaz, a imposé la sentence de mort par injection létale aux trois ex-membres des Patrouilles d'autodéfense civiles (PAC) —un groupe paramilitaire— Carlos Chen, Pedro González et Fermin Lajuj Xil.

Les trois hommes avaient déjà été condamnés à la peine maximale en novembre 1998 pour le meurtre de deux femmes survenu durant le massacre de Río Negro (Baja Verapaz), où 107 enfants et 70 femmes avaient été abattus. Le jugement avait ensuite été renversé par la Cour d'appel de Cobán le 25 février suivant pour mauvaises procédures, et un second procès avait été ordonné.

Depuis le début du procès, 18 survivants du massacre de la communauté Achí ont défilé à la barre pour livrer leur troublant témoignage. Parmi eux, Tecú Osario a raconté comment, alors qu'il était âgé de 10 ans, il a été enlevé par Gonzalez après le carnage où il a perdu sa famille. Durant 24 mois, le patrouilleur l'a gardé chez lui et l'a soumis à l'esclavage.

Le 1er octobre dernier, l'ex-général Benedicto Lucas García, ministre de la Défense à l'époque, a confirmé la présence des PAC dans la région de Rabinal en 1982, contredisant ainsi l'argument central de la défense, qui prétendait que les patrouilles n'avaient été créées qu'en 1986.

Durant toute la durée de l'instruction, des centaines d'ex-patrouilleurs de la région ont usé d'intimidation et de violence contre les survivants et les familles des disparus, et même à l'égard du personnel de la cour. La veille de la sentence, ils ont une fois de plus tenté de libérer les accusés.

Ainsi, lorsque le juge a fait tomber la sentence, la tension a atteint son paroxysme : la Police nationale civile a dû mobiliser 150 effectifs pour éviter les confrontations entre patrouilleurs et sympathisants des victimes, rassemblés par centaines devant le tribunal.

Dans la communauté Achí, on craint maintenant des représailles de la part des anciens membres des unités paramilitaires de Xococ. Un observateur international du Projet accompagnement de l'Autriche a exprimé être très préoccupé par la sécurité dans la région, surtout avec le retrait de plusieurs organismes non gouvernementaux.

### **SYNDICAT DE LA COMPAGNIE DEL MONTE EN DÉROUTE**

*Après les vagues de congédiements massives des travailleurs dans les plantations de bananes, les dirigeants travaillistes de la compagnie BANDEGUA, une filiale de Del Monte, affirment avoir été forcés d'abandonner leurs activités syndicales sous la pointe d'un fusil.*

Morales (Izabal), le 22 octobre. Le 13 octobre dernier, dans la municipalité de Morales, province d'Izabal, environ 200 hommes armés jusqu'aux dents ont fait irruption dans les locaux de la centrale syndicale SITRABI, qui défend les droits des ouvriers de la compagnie BANDEGUA.

Le syndicat de la bananeraie planifiait organiser une manifestation le 14 octobre comme moyen de pression pour que l'employeur revienne sur sa décision de renvoyer près d'un millier de travailleurs de la filiale de la multinationale américaine Del Monte à Morales. Les ouvriers agricoles des plantations Bobos et Montagua avaient décidé de se prévaloir d'une des clauses de leur convention collective qui stipule que les employés ont le droit d'utiliser dix jours d'absence non rémunérée afin de se livrer à des activités syndicales.

Après avoir été rassemblés dans leur bureau, c'est le fusil sur la tempe que les chefs syndicaux et même le maire de Morales ont dû se rendre à la radio



locale afin de livrer un message à la population, tel que dicté par leurs agresseurs. La déclaration forcée informait les travailleurs de la bananeraie Bobos, encore en activité, que la situation avec BANDEGUA avait été réglée et qu'ils devaient retourner au travail le lendemain matin. Ils ont aussi dû exhorter les employés de BANDEGUA à renoncer aux manifestations prévues sans quoi leur employeur fermerait définitivement toutes ses installations.

Après la diffusion du bulletin, le groupe a été ramené à ses bureaux, sous l'oeil complice de deux membres de l'exécutif de la Chambre de commerce de Morales lourdement armés. Vingt-deux syndicalistes ont alors été forcés de signer une lettre de démission et de promettre de quitter leur demeure avec leur famille, sans quoi ils seraient exécutés sur-le-champ. Les documents ont été authentifiés par un notaire, agissant lui aussi sous la menace des armes.

Fait notable, durant les huit heures qu'a duré la séquestration des membres de l'exécutif de SITRABI, jamais la Police nationale civile (PNC) n'a fait le moindre effort pour intervenir, et encore moins pour enquêter par la suite. Le poste de police se trouve pourtant à quelques

mètres seulement du bureau du syndicat, et l'activité de 200 personnes armées se déplaçant d'un endroit à l'autre avec des otages ne passe pas inaperçu dans un petit village comme Morales, ont commenté les syndicalistes.

La Mission des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) a décrit l'incident comme étant la plus sérieuse violation des droits de la personne au Guatemala depuis l'assassinat de l'Évêque Juan Gerardi, en avril 1998. L'inaction de la PNC devant une démonstration de force majeure manifestement illégale constitue une flagrante menace pour les accords de paix, ont ajouté les analystes de défense des droits de la personne.

SITRABI en appelle maintenant à une action d'urgence internationale pour la protection des vies de ses dirigeants et des quelque 3 000 travailleurs qui demeurent dans la plantation ou aux alentours.

Le 27 septembre dernier, BANDEGUA avait annoncé la fermeture de trois plantations, annonce qui fut suivie de la mise à pied de 918 syndiqués. L'entreprise a prétexté l'indiscipline de certains éléments, la baisse de productivité, la chute des prix sur le marché international et

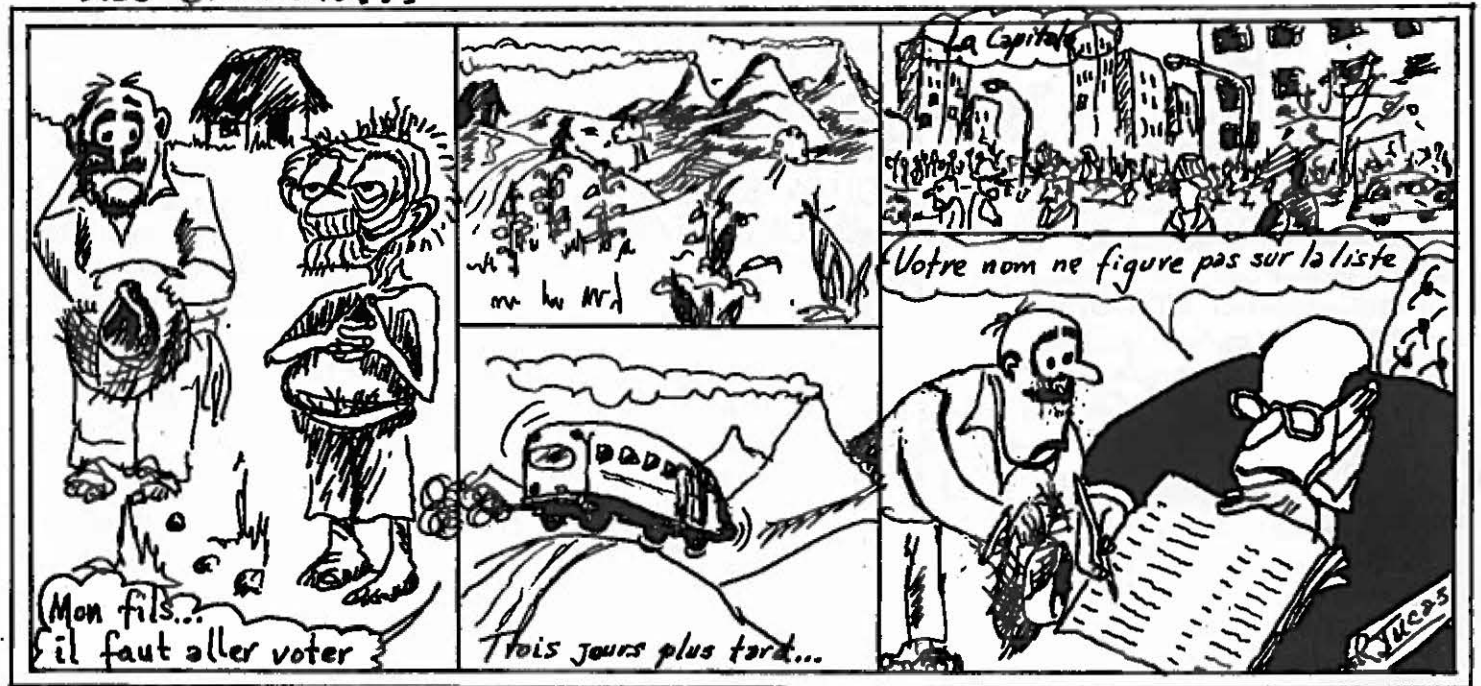
surtout les dommages causés par la pluie d'être responsable du renvoi massif des ouvriers. Rappelons que la compagnie Del Monte est la directe descendante de la fameuse United Fruit Company, qui avait demandé l'appui de la CIA pour donner forme au coup d'État militaire, en 1954, contre le président socialiste démocratiquement élu Jacobo Arbenz. SITRABI mène des activités syndicales dans les bananeraies depuis 1947.

## PROCESSUS DE PAIX : LES OPINIONS SONT PARTAGÉES

*À l'aube de l'an 2000 et du changement de gouvernement, plusieurs organisations se penchent sur l'avancement du processus de paix au pays. Or, si certaines institutions se montrent plus optimistes, d'autres dénoncent la superficialité des réformes et la lenteur du mécanisme.*

À l'issue de la première Rencontre nationale pour la paix, la Mission vérificatrice des Nations Unies (MINUGUA) a signalé que le processus de paix au Guatemala est le plus vaste du monde et compte sur l'appui de tous les secteurs. Réalisé le 12 octobre dernier, l'évène-

## Les élections...



ment organisé par la Commission d'accompagnement des accords de paix, signés en 1996 par l'ex-guérilla et le gouvernement, a conclu à la nécessité de poursuivre le processus de paix, de reconverter l'armée et de créer un système de cadastre national. Les congressistes ont également reconnu l'importance de rendre public le calendrier pour la réalisation des accords de paix, d'ouvrir des espaces de discussion à de nouveaux acteurs dans le débat, de concrétiser la participation indigène, de mettre en oeuvre, avec plus de vigueur, les stratégies élaborées par le Forum des femmes et enfin, de respecter la diversité culturelle ainsi que la problématique spécifique à chaque région.

Environ 3 000 participants, provenant de tous les secteurs de la société civile, ont ainsi discuté de la justice et de la sécurité publique, de la problématique de la terre et du développement rural, des services sociaux, de la politique fiscale, des peuples indigènes et de la diversité culturelle, des droits de la personne et enfin, de la réconciliation nationale.

Les trois principaux partis donnés favoris pour les élections, le Front républicain guatémaltèque (FRG), le Parti de l'avancement national (PAN) et l'Alliance nouvelle nation (ANN), ont exposé leur plan de travail en fonction du processus de paix après avoir écouté les conclusions des tables de travail de la société civile.

Par ailleurs, lors du lancement du rapport de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) intitulé Bilan du processus de paix 1997 - 1999, Pablo Monsanto, secrétaire général de l'ex-guérilla, a souligné que malgré la « contribution remarquable de MINUGUA », les points les plus cruciaux inscrits aux accords ne se sont presque pas améliorés.

Le leader de l'URNG a dénoncé le peu de changements significatifs dans la société en raison de l'absence de volonté des secteurs qui détiennent le pouvoir. Il a rappelé que l'appareil fiscal, le système d'éducation et les services de santé sont toujours aussi déficients et inéquitables, alors que les problèmes reliés au travail, à l'habitation et à la justice n'ont nullement été résolus. « Ils ne veulent pas qu'on modifie d'aucune façon la grande injustice de la distribution des terres », s'est-il aussi indigné.

Il a sévèrement sanctionné le gouvernement actuel, pour ses politiques

néolibérales « incompatibles avec le contenu des accords de paix » et qui contribuent à conforter l'oligarchie guatémaltèque dans l'abus de pouvoir et de privilèges.

Alvaro Colom, candidat à la présidence pour l'ANN, a pour sa part accusé « ceux qui ont construit ce système de la faim de payer pour la campagne électorale des deux principaux partis de la droite : le discours électoral du PAN et du FRG est exactement le même qu'en 1995 et risque de mener à une confrontation. C'est tout comme s'il n'y avait jamais eu d'accords de paix signés en 1996 ».

Colom a également déploré le peu d'efforts de l'État pour diffuser le contenu des accords de paix à la population, et a lancé un appel aux dirigeants militaires pour qu'ils respectent leur engagement et cessent définitivement d'user de répression, puisque l'ex-guérilla a elle-même renoncé à toute manifestation de violence depuis la signature des accords.

Le lancement du bilan de l'URNG s'est déroulé dans la capitale le 8 octobre dernier, soit la date anniversaire du massacre de Xaman, Alta Verapaz, où l'armée avait ouvert le feu sur la population civile un an après son retour d'exil.

## EXIL DU PROCUREUR CHARGÉ DE L'AFFAIRE GERARDI

Manifestement victime d'intimidation, un procureur quitte le pays d'urgence hier avec les siens, abandonnant son enquête sur le meurtre de Monseigneur Juan José Gerardi au moment où les preuves s'accumulent contre des militaires.

Guatemala City, le 8 octobre 1999. Le procureur Galindo, sa famille et ses collaborateurs ont été victimes de menaces de mort répétées, d'intimidation, d'écoute téléphonique et d'espionnage de la part de l'armée, et ce, depuis plusieurs mois. Le procureur a finalement cédé à la pression et s'est réfugié aux États-Unis d'Amérique.

La fuite du magistrat « signifie que l'armée continue d'intimider la population, plus particulièrement ceux qui travaillent à la construction d'un État de droit », a fait savoir le Groupe d'appui mutuel des disparus et détenus (GAM) dans un communiqué de presse émis aujourd'hui même.

La perte de cet avocat de qualité se produit justement après qu'on ait annoncé

que la lumière serait bientôt faite sur le meurtre de l'homme de robe, s'est indigné le directeur de Bureau des droits de la personne de l'Archevêché (ODHA). Il a affirmé que Galindo était sur le point d'émettre un mandat d'arrêt contre Byron Lima Oliva et Francisco Escobar Blas, deux haut-gradés militaires de l'État major présidentiel (EMP).



L'exil de Galindo, après 10 mois d'enquête, vient allonger la liste des personnes qui ont fui le pays — à temps — après leur implication dans la résolution du meurtre de Gerardi. Otto Ardón, que Galindo remplaçait comme procureur spécial, avait lui aussi abandonné l'affaire après avoir été victime de menaces. L'ex-juge de première instance Henry Monroy s'est quant à lui réfugié au Canada en mars 1999. Enfin le directeur de l'ODHA, Ronald Ochaeta, a quitté son poste après le début de l'investigation sur la mort de son collègue.

Les démissionnaires avaient certes de bonnes raisons de croire que leur vie était en danger. José Manuel Socorro Marroquín a été gravement blessé par balles le 1er octobre dernier, alors qu'il rentrait chez lui. L'expert du ministère Public était chargé de dessiner les photos-robots des suspects décrits par les témoins et les plans du presbytère où l'évêque a été retrouvé sans vie. Ainsi, Olmán Viera, qui peu avant sa mort avait été cité pour déclarer sur le meurtre de Gerardi par l'ex-procureur Ardón, a été assassiné par des inconnus durant les premiers mois des procédures. Jorge Manuel Alguilar Martínez, un autre témoin, plus chanceux, s'est lui aussi enfui à l'étranger.

Rappelons que le meurtre de l'évêque est survenu le 26 avril 1998, soit deux jours après la publication de « Jamais plus », un impressionnant ouvrage colligeant des centaines de témoignages de victimes de massacres incriminant l'armée lors du conflit interne. Or, il y a environ un mois, Galindo avait avancé le motif de crime politique, alors que le cercle des accusés se refermait sur des membres de l'armée.

Lors de sa visite au Guatemala cette semaine, Iqbal Riza, chef de cabinet du Secrétariat général des Nations Unies, a insisté sur « la nécessité que, comme contribution au processus de démocratisation et de paix, les futures autorités donnent leur entière collaboration pour l'éclaircissement de l'assassinat de Monseigneur Gerardi ».



# EXHUMATIONS

QUATRE ÉQUIPES POUR PLUS DE 600 CIMETIÈRES CLANDESTINS



Quatre groupes d'anthropologues-légistes guatémaltèques se partagent la lourde tâche d'exhumer des centaines de cimetières clandestins disséminés au Guatemala. Parmi eux, une équipe s'occupe exclusivement des cas de génocides tandis qu'un autre groupe consacre tous ses efforts à la province du Quiché.

Plus de 600 cimetières clandestins où s'empilent des victimes de la guerre ont été répertoriés ; cependant, «à peine 20% d'entre eux ont été exhumés», déplore Mariana Valdizón Burmester, coordinatrice des exhumations du Bureau des droits de la personne de l'archevêché (ODHA).

Le travail des anthropologues est en effet parsemé de nombreuses embûches. Fredy A. Peccerelli Monterroso, président de la Fondation d'anthropologie légiste du Guatemala (FAFG), attribue cette situation difficile au manque de fonds, qui a empêché ses neuf anthropologues d'atteindre les 10 à 15 exhumations annuelles habituellement accomplies. Active depuis 1992, la FAFG demeure la plus ancienne des équipes oeuvrant actuellement au Guatemala.

D'autre part, les anthropologues déplorent l'absence de soutien de la part du gouvernement, retardant le processus d'exhumation.

Mais même si l'aide et les ressources nécessaires étaient déployées, la peur —conséquence directe de la faiblesse du système judiciaire et de l'impunité qui perdure— demeurerait toujours un obstacle fondamental. «Les exhumations obligent les familles des victimes à livrer des témoignages qui incriminent des individus avec qui ils doivent ensuite cohabiter» raconte Lucia Quila, de la Coalition nationale des veuves du Guatemala (Conavigua).

Présentement, les quatre équipes officielles qui se partagent le travail dirigent

leurs activités respectives en fonction de l'orientation générale de l'organisation qui les emploie. D'une part, l'ODHA et l'Équipe technique en anthropologie du Bureau de paix et réconciliation, diocèse du Quiché, de par leur appartenance à l'Église catholique, visent d'abord le bien-être des communautés victimes de massacres et tentent de favoriser une meilleure implication de leur part dans tout le processus d'exhumation. D'autre part, la FAFG et l'équipe du Centre d'actions légales pour les droits de la personne (CALDH) effectuent un travail beaucoup plus technique, surtout axé sur l'aspect légal de l'exhumation, dans l'optique de fournir des preuves solides permettant de poursuivre en justice les responsables des massacres.



Photo: Mwe Druin

Plus précisément, le CALDH a décidé de réserver son équipe d'exhumation exclusivement aux sites où furent enterrées les victimes de génocides. «Nous disposons d'une équipe d'avocats qui oeuvrent sur le thème concret du génocide et les exhumations servent à appuyer leur travail afin de mieux connaître ce phénomène au pays», explique un anthro-

pologue-légiste de l'organisation.

Pour l'instant, l'équipe d'exhumation est constituée de quatre personnes à temps plein. Elle se base sur la carte géographique des massacres qualifiés de génocides établie par de la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH) pour cibler ses travaux. Le rapport de la CEH, «Memoria del Silencio», conclut au génocide commis contre cinq peuples autochtones —Q'anjob'al, Chuj, Ixil, K'iche' et Achi— situés dans les provinces de Huehuetenango, du Quiché et de la Baja Verapaz.

«Au Quiché, on a tué des civils, des femmes enceintes, des enfants, des personnes âgées, ça n'avait aucune importance... Je crois qu'ils voulaient simplement en finir avec les indigènes», raconte le curé de Sacapulas, où une partie de la population a été massacrée par l'armée au début des années 80.

Par ailleurs, en juin 1998, l'Équipe du Quiché a été créée pour répondre aux nombreuses demandes d'exhumation formulées à l'Église catholique par la population de cette province. À ce jour, l'équipe a réalisé cinq exhumations dans la province.

«Au sein de notre équipe, il y a quatre personnes (indigènes mayas) qui viennent du Quiché, qui parlent la langue et qui peuvent donc être plus près des gens» se réjouit Lya Vollering, responsable de l'équipe d'anthropologie légale.

Un jeune maya membre du groupe raconte que le meurtre de membres de sa famille durant la guerre l'a conduit à rejoindre les rangs de la nouvelle équipe légiste.

La «Memoria del silencio» a dénombré 344 massacres de population au Quiché seulement, sur un nombre total de 669 cas au Guatemala.